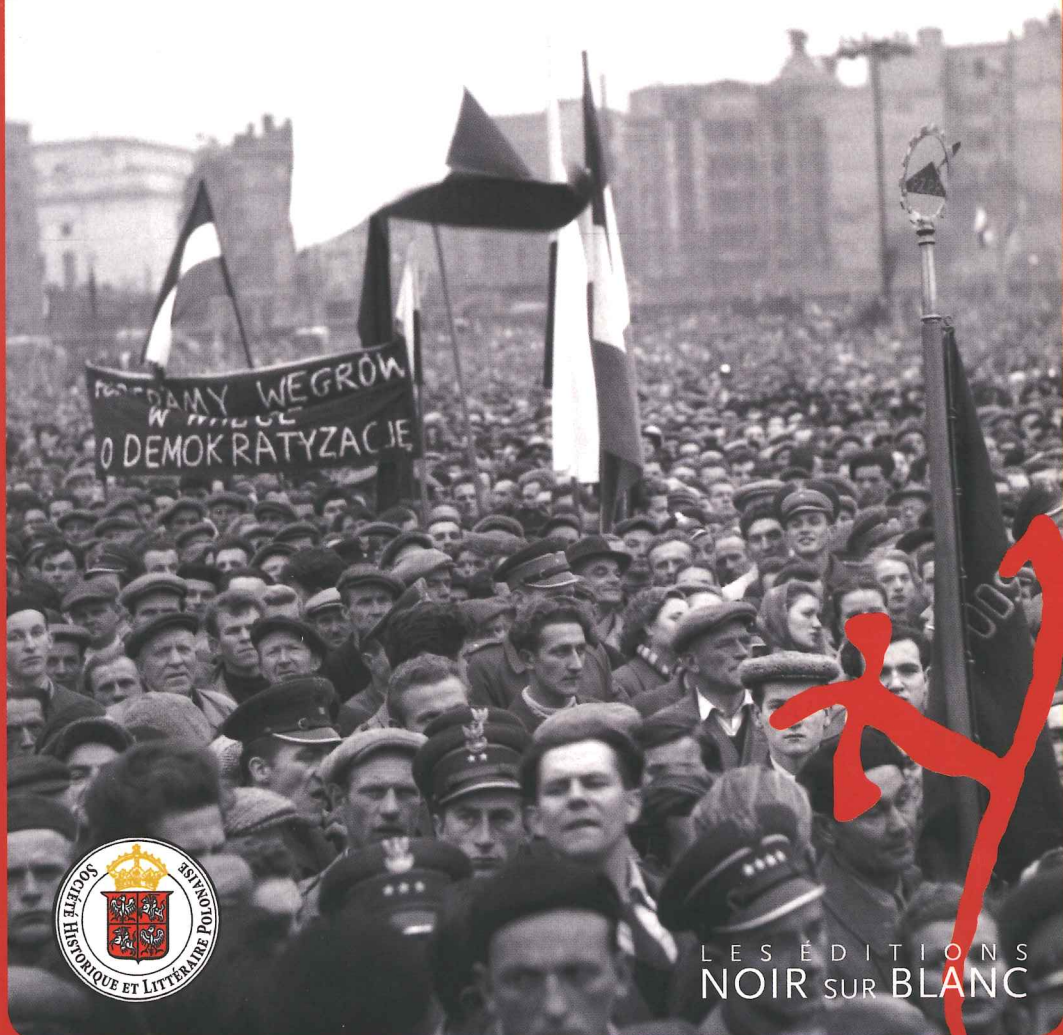


# 1956, une date européenne

OUVRAGE CODIRIGÉ PAR GEORGES MINK, MARC LAZAR ET MARIUSZ J. SIELSKI



LES ÉDITIONS  
NOIR SUR BLANC

**1956** est l'une des dates essentielles de l'histoire de l'Europe contemporaine.

Il y a plus d'un demi-siècle, en effet, les deux Europe ont été traversées par une formidable onde de choc d'Est en Ouest : le rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, l'Octobre polonais et l'intervention soviétique en Hongrie. Par les textes qui le composent, cet ouvrage insiste sur le caractère organiquement européen de l'héritage de 1956. Fruit du colloque international qui s'est tenu à Science Po en 2006, il contribue à rapprocher les mémoires des anciens et des nouveaux membres de l'Union européenne. L'année 1956 n'a pas toujours été perçue comme cette date qui relie tout notre continent – tantôt cantonnée au cadre national, polonais ou hongrois, tantôt instrumentalisée dans les enjeux de politique intérieure de pays occidentaux, notamment pour affaiblir des partis communistes encore relativement puissants en France ou en Italie. L'hypothèse du grand troc diplomatique « à vous Suez, à nous Budapest » n'avait fait que creuser encore la séparation en deux réalités d'apparence distinctes. L'eupéanisation de l'événement n'est venue que bien plus tard. Et pour qu'elle s'accomplisse pleinement, il a fallu deux tournants de l'Histoire : la fin du communisme est-européen en 1989 et l'adhésion des pays de l'Europe centrale à l'Union européenne en 2004.

**Un ouvrage regroupant les meilleurs spécialistes internationaux de l'histoire européenne contemporaine, ainsi que nombre de témoins et d'acteurs des événements : Alain Besançon, Konrad Białecki, Elena Bonner, Paulina Codogni, Norman Davies, Marc Elie, Árpád Fasang, Gergely Fejérdy, Marcin Frybes, Bronisław Geremek, George Gómóri, Agnieszka Grudzińska, Gérard Grunberg, Stanisław Jankowiak, Gusztáv D. Kecskés, Leszek Kołakowski, Sergei Kovaliov, Marc Lazar, Antonin J. Liehm, Paweł Machcewicz, Antoine Marès, Stefan Meller, Olaf Mertelsmann, Adam Michnik, Georges Mink, Georges Nivat, Andrzej Paczkowski, René Rémond, Jacques Rupnik, Thomas Schreiber, Mariusz J. Sielski, Léonid Trous, Nicolas Werth, C. Pierre Zaleski, Elena Zoubkova.**

Photographie de couverture : *Poznań, 1956*, auteur inconnu

© Archiwum Dokumentacji Mechanicznej, Varsovie



9 782882 502421

ISBN : 978-2-88250-242-1

25 €

[www.libella.fr](http://www.libella.fr)

## INTRODUCTION

1956, une date européenne

# 1956 UNE DATE EUROPÉENNE

Ouvrage codirigé par Georges Mink,  
Marc Lazar et Mariusz J. Sielski

Il y a cinquante ans que l'Europe a connu une date majeure de son histoire. Les événements de l'époque (le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS et le rapport de Nikita Khrouchtchev, l'Octobre polonais, l'intervention soviétique en Hongrie) ont été le plus souvent analysés et commémorés comme un premier schisme dans le système mondial soviétique. Rares étaient les débats publics ou les travaux d'historiens établissant des corrélations à l'échelle européenne entre l'évolution du communisme en Europe et l'évolution politique dans les démocraties occidentales. On constate certes un lien entre le conflit de Suez et l'effacement de l'insurrection hongroise, mais l'effet « bombe de neige » de la décomposition du communisme était moins perceptible. La nuit de la guerre froide occupait aussi en deux espaces les récits et les analyses de 1956.

Pourtant, 1956 est une date importante pour l'histoire de l'Europe. Elle est à la fois une date d'apogée et une date de rupture. Elle est à la fois une date de l'histoire européenne et une date de l'histoire mondiale.

LES ÉDITIONS NOIR SUR BLANC

## INTRODUCTION

### 1956 : une date européenne

*Georges Mink*

*Directeur de recherche à l'ISP-INSHS  
(CNRS)*

Il y a plus d'un demi-siècle, les deux Europe ont été traversées par une formidable onde de choc d'Est en Ouest. Les événements de l'époque (le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS et le rapport de Nikita Khrouchtchev, l'Octobre polonais, l'intervention soviétique en Hongrie) ont été le plus souvent analysés et commémorés comme un premier schisme dans le système totalitaire soviétique. Rares étaient les débats publics ou les travaux d'historiens établissant des corrélations à l'échelle européenne entre l'évolution du communisme au pouvoir et l'évolution politique dans les démocraties occidentales. On constatait certes un lien entre le conflit de Suez et l'écrasement de l'insurrection hongroise, mais l'effet « boule de neige » de la décomposition du communisme était moins perceptible. Le mur de la guerre froide découpait aussi en deux espaces les récits et les analyses de 1956.

Pourtant, 1956 est une des dates marquantes, voire essentielles, de l'histoire européenne tout entière après 1945. De ce fait, cette date doit appartenir au patrimoine identitaire de l'Europe.

© 2010, La Société historique  
et littéraire polonaise/Les Éditions Noir sur Blanc,  
CH-1003 Lausanne  
ISBN : 978-2-88250-242-1



*Tempora mutantur et nos mutamur in illis.* Depuis cinquante années le monde a beaucoup changé, mais la mentalité des gens n'évolue pas aussi vite que les changements. Il faut arriver à un certain niveau pour que le passé ne serve plus de prétexte au combat politique de nos jours : quand 1956 perd son actualité dans la lutte de domination quotidienne. Selon le beau poème du poète hongrois, József Attila, dont le titre est « Auprès du Danube » : *Moi, je veux me mettre à l'œuvre. Cela devrait suffire / pour tout combat qu'il faille avouer le passé. // Du Danube, tout entier passé, présent et avenir, / les tendres flots viennent à s'enlacer. // Malgré le combat que se livrèrent nos défunts, / Avec le souvenir, la paix saura les rejoindre. // Arranger enfin nos affaires en commun, / c'est notre tâche, et non la moindre.*

## Les démocraties occidentales face à la révolution hongroise (1956 à partir des documents d'archives de l'OTAN)<sup>1</sup>

Gusztáv D. Kecskés

Pour comprendre la réponse de l'Ouest aux questions  
soulevées par la crise hongroise d'octobre-novembre 1956,

1. Le sujet de cette étude fait partie d'une thèse de doctorat intitulée *La Diplomatie française et la révolution hongroise de 1956* (sous la direction des professeurs Mária Ormos et Élisabeth du Réau, université Paris-III/Sorbonne-Nouvelle – Pécsi Tudományegyetem [université de Pécs], 3 vol., Paris, 2003, 749 p.). Publication : *La Diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, sous la direction de Sándor Csernus et Paul Gradwohl, Publications de l'Institut hongrois de Paris en collaboration avec l'École doctorale Espace européen contemporain (EEC) de l'université Paris-III/Sorbonne-Nouvelle, Paris – Budapest – Szeged, 2005, 457 p. (série : Dissertationes, vol. III). Je remercie les institutions ayant soutenu financièrement mon travail, notamment, en France, le gouvernement français, l'université Paris-III/Sorbonne-Nouvelle, l'École des hautes études en sciences sociales, en Hongrie, l'Institut d'histoire de l'Académie hongroise des sciences, l'université de Pécs, le Cold War History Research Center (Budapest), la fondation Soros (Budapest), l'Institut de 1956, l'Institut du XX<sup>e</sup> siècle, les Programmes nationaux de recherche fondamentale (OTKA, F-030125), la mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement de Budapest et, en Belgique, la Communauté française de Belgique. Cf. les conclusions en français : « La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956 », *Relations internationales* (Nouvelles recherches), été 2005 (avril-juin), n° 122, pp. 87-103 ; « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de*

examinons le regard porté par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur l'Union soviétique et ses satellites avant le déclenchement des événements révolutionnaires, et tentons de cerner la politique envisagée au cas où une crise se serait précisée en Europe orientale<sup>1</sup>.

## LA PERCEPTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE POSTSTALINIENNE PAR L'OTAN

Grâce à la nouvelle politique étrangère soviétique, plus souple et plus rationnelle que celle de Staline, et à la suite de la proclamation des principes de « détente » et de « coexistence pacifique », la tension entre l'Ouest et l'Est a vraiment diminué. Mais ces changements ne signifiaient pas, comme les analystes de l'OTAN l'ont également constaté, une modification essentielle des buts fondamentaux de la diplomatie soviétique : « Pour les dirigeants soviétiques, les affaires internationales se ramènent à une lutte pour la domination entre le monde communiste et le monde "capitaliste". Ils poursuivent toujours leurs efforts inlassables en vue d'assurer la prépondérance du monde communiste et d'affaiblir ses

---

*notre temps*, n° 83 intitulé *Budapest 1956 au prisme des nouvelles sources*, juillet-septembre 2006, pp. 40-49.

1. Sur le rôle de l'Alliance atlantique à propos de la révolution hongroise à partir des documents des Archives du secrétariat international de l'OTAN cf. Gusztáv D. Kecskés, « The North Atlantic Treaty Organisation and the Hungarian Revolution of 1956 », in *The Ideas of the Hungarian Revolutions, Suppressed and Victorious 1956-1999*, Lee W. Congdon et Béla K. Király (dir.), Boulder, Colorado – Highland Lakes, New Jersey, 2002, pp. 112-141. Nouvelles éditions : *The Responses of Foreign Governments and the United Nations to the Hungarian Revolution*, (ed.) Béla K. Király (Andrea T. Kulcsár, Piroska Balogh and Tamás Vitek – associate editors). Atlantic Research and Publications Public Foundation, Budapest, 2006. pp. 21-51. Et 1956: *The Hungarian Revolution and War for Independence*, (ed.) Lee Congdon, Béla K. Király and Károly Nagy. Social Science Monographs, Boulder, Colorado (Atlantic Research and Publications, Inc., Highland Lakes, New Jersey, 2006, pp. 536-567.

adversaires », peut-on lire dans un projet de rapport<sup>1</sup>. Selon l'interprétation des experts de l'Alliance atlantique sur les discours du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, en février 1956, l'attitude de l'Union soviétique envers l'Occident ne variait pas sur le fond<sup>2</sup>. Moscou recherchait toujours la dissolution de l'OTAN et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'évacuation des forces alliées des bases continentales, et un veto sur une participation efficace de la République fédérale d'Allemagne aux alliances occidentales. En outre, le Kremlin voulait faire entrer l'Allemagne tout entière dans le bloc soviétique<sup>3</sup>. Sa politique de détente, dans ce cadre, avait pour but d'endormir la vigilance des puissances occidentales<sup>4</sup>. Par rapport à l'époque stalinienne, les nouveautés à noter, suivant l'analyse des services de l'OTAN, se résumaient aux méthodes plus « civilisées » de la diplomatie soviétique et à ses nouvelles orientations géostratégiques. Des dispositions à négocier et la volonté d'établir des relations économiques et culturelles avec les pays occidentaux, surtout les États-Unis, ont succédé à l'isolement rigide antérieur. La diplomatie traditionnelle opérait, semble-t-il, un retour en force. Bien que l'objectif principal de Moscou se porte sur l'Europe de l'Ouest, la direction soviétique, en tenant compte du *statu quo* découlant de la Seconde Guerre mondiale et des réalités atomiques, a provisoirement renoncé à une expansion directe dans cette région, pour transférer le foyer de ses activités dans les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie, et avant tout au Proche-Orient. Les analystes occidentaux redoutaient les perspectives de pénétration soviétique dans le tiers-monde, grâce à la propagande et à l'économie : en extrapolant les tendances de la planification soviétique, ils pronostiquaient alors une croissance des plus vigoureuses, et par voie de conséquence, l'extension

---

1. Archives du secrétariat international de l'OTAN (ASIO, Bruxelles) : AC/34 (56) WP/9 (le 19 octobre 1956). La date entre parenthèses est celle du document.

2. ASIO, C/M (56)26 (le 6 mars 1956).

3. ASIO, C/M (56)49 (le 20 avril 1956).

4. *Ibid.*

des moyens politiques de l'URSS. Ce renforcement économique a naturellement agité le spectre d'une montée en puissance de l'appareil militaire<sup>1</sup>.

## L'ALLIANCE ATLANTIQUE ET LE DÉGEL EN EUROPE ORIENTALE

Les documents récemment déclassifiés indiquent que, contrairement aux interprétations antérieures, l'explosion de la révolution en Hongrie en octobre 1956 n'était pas un événement absolument inattendu pour les services de l'OTAN. L'Alliance avait des informations assez précises sur le dégel en Europe orientale. Selon un rapport daté du 24 septembre 1956 sur les pays satellites, en Hongrie « les événements pourront se succéder désormais avec une étonnante rapidité<sup>2</sup> ». Les services de l'OTAN pensaient tout de même que la désalinisation inaugurée par Moscou et le dégel qui s'ensuivrait n'ébranleraient pas la domination soviétique en Europe de l'Est. Dans cette optique, la *coexistence pacifique* n'aurait nullement entraîné un relâchement de la prépondérance soviétique en Europe orientale, bien que l'URSS s'efforce plus qu'auparavant de donner l'impression que les satellites sont des États indépendants<sup>3</sup>. Quant aux perspectives d'une crise

1. ASIO, C/M (56)131 (le 30 novembre 1956). Note du président du Comité sur la politique économique soviétique, qui a comparé les rythmes d'expansion dans les pays de l'OTAN et dans le bloc soviétique, et a pronostiqué le développement plus rapide de ce dernier. Selon ce rapport : « En 1975 la production des pays européens de l'OTAN serait dépassée par celle du bloc soviétique et, très probablement, par celle de l'Union soviétique seule... »

2. ASIO, C/M (56)110 (le 24 septembre 1956). Publié par « North Atlantic Council Document C/M(56)110, "The Thaw in Eastern Europe", September 24, 1956 », obtained and introduced by Gusztáv D. Kecskés, *The 1956 Hungarian Revolution. A History in Documents*, compiled, edited and introduced by Csaba Békés, Malcolm Byrne and János M. Rainer, assistant editors József Litkei and Gregory F. Domber, Central European University Press, Budapest – New York, 2002, pp. 168-177.

3. ASIO, C/M (56)49 (le 20 avril 1956).

ouverte, les experts de l'OTAN ne doutaient pas que « le Gouvernement soviétique soit prêt à prendre les mesures économiques, politiques et militaires qui s'imposeraient pour garder la direction du bloc<sup>1</sup> ».

À cause de l'opposition militaire des deux camps et du risque d'une guerre atomique, les pays de l'OTAN n'avaient que des possibilités très restreintes d'influencer les événements d'Europe de l'Est<sup>2</sup>. Même si les gouvernements occidentaux voulaient exprimer leur sympathie pour les efforts de libération dans les États satellites, l'étude citée ci-dessus du Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique<sup>3</sup> affirmait clairement : « Comme nous ne sommes pas disposés à employer la force pour les libérer, nous ne devons pas encourager chez eux de vaines rébellions<sup>4</sup>. »

Ce rapport, qui tentait d'élaborer une politique plus active envers les pays d'Europe orientale en vue de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN de décembre 1956, a été examiné au Conseil de l'Atlantique Nord du 24 octobre 1956, donc au lendemain de l'éclatement de la révolution hongroise. Selon le procès-verbal disponible aux archives de l'OTAN les événements de Budapest n'y furent pourtant pas évoqués<sup>5</sup>. On y discuta seulement d'un rapport du Bureau international des commissaires aux comptes pour l'infrastructure, des projets d'infrastructure en Algérie et du Groupe de travail *ad hoc* sur les télécommunications. À propos des changements en Europe de l'Est, les ambassadeurs se

1. ASIO, AC/34 (56) WP/9 (le 19 octobre 1956).

2. Csaba Békés, *Az 1956-os forradalom a világhpolitikában. Tanulmány és válogatott dokumentumok (La Révolution de 1956 dans la politique mondiale. Étude et documents sélectionnés)*, avec la collaboration de Katalin Somlai, Institut de 1956, Budapest, 1996, p. 54.

3. Le Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique était un groupe d'experts formé depuis 1952 à l'OTAN, qui rédigeait des rapports sur la situation économique, politique et militaire de l'URSS et des États satellites.

4. ASIO, C/M (56)110 (le 24 septembre 1956).

5. ASIO, C/R (56)56 (le 26 octobre 1956), procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au palais de Chaillot, Paris, le 24 octobre 1956.

contentèrent d'exposer les positions de leurs gouvernements, selon des instructions dépassées, car reçues avant le 23 octobre. De nombreux ambassadeurs reprochaient à l'étude précitée de ne pas insister suffisamment sur l'importance du titisme en tant que force en Europe orientale. On soulignait que l'approbation par le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS de la politique dite des « différentes voies menant au socialisme » avait beaucoup ébranlé les pays satellites. Le représentant britannique, Sir Christopher Steel<sup>1</sup>, observa cependant que, « malgré l'existence notoire d'un ferment d'agitation en Europe orientale, la possibilité pour les pays satellites de secouer le joug soviétique est limitée » à cause des facteurs économiques, de la présence des staliniens dans les administrations, de l'inféodation des forces armées à l'Union soviétique et des rivalités entre les pays d'Europe de l'Est eux-mêmes, avant 1939. Il doutait néanmoins d'une éventuelle intervention soviétique directe pour réprimer les émeutes à moins que cette intervention ne soit sollicitée par l'une ou l'autre des factions politiques du pays satellite intéressé.

Le représentant de la République fédérale d'Allemagne, Herbert Adolph Blankenhorn<sup>2</sup>, attirait l'attention du Conseil sur le fait que les gouvernements occidentaux devraient agir avec une prudence extrême, car si les nouveaux gouvernements en voie de constitution en Europe orientale jouissaient davantage de l'appui populaire, ils n'en demeureraient pas moins communistes. Ainsi, toute action irréfléchie de la part des puissances occidentales risquerait d'affaiblir leur position. Dès lors, la prudence était de mise durant les débats sur la crise de l'Europe orientale au sein du Conseil atlantique. Le télégramme envoyé au Quai d'Orsay par le représentant français, Alexandre Parodi, sur la réunion du 24 octobre soulignait également cette orientation. Il signalait en même temps l'intérêt d'élaborer une politique commune : « Les membres

1. Sir Christopher Steel, représentant permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Atlantique Nord en 1953-1957.

2. Herbert Adolph Blankenhorn, représentant permanent de la RFA auprès du Conseil de l'Atlantique Nord en 1955-1959.

du Conseil ont été d'accord pour estimer que les pays de l'OTAN avaient intérêt à procéder avec une très grande prudence dans leurs relations avec les pays satellites, une plus grande indépendance de ceux-ci vis-à-vis des Soviétiques<sup>1</sup>... »

Selon l'opinion générale, l'extension du dégel était favorable à l'OTAN, c'est pourquoi on a décidé d'élaborer une politique plus approfondie envers l'Europe de l'Est. Le Conseil invita le secrétaire général de l'OTAN à proposer une méthode permettant de préparer, avec l'aide d'experts, un document sur la position à l'égard des pays satellites, pour un examen éventuel par les ministres des Affaires étrangères en décembre 1956. Le 27 octobre, Alberico Casardi, secrétaire général adjoint pour les affaires politiques<sup>2</sup>, a demandé, par une note, la collaboration des États membres pour préparer les documents en question<sup>3</sup>. Ce processus administratif habituel de rédaction a été brusquement interrompu par l'ampleur prise par la révolution hongroise du 23 octobre.

Nous pouvons donc constater qu'à la suite de la détente enregistrée dans les rapports Est-Ouest et du processus de la déstalinisation commencé après la mort de Staline, les pays de l'OTAN, en vue de s'adapter aux nouvelles conditions, se sont efforcés de réviser leurs conceptions politiques envers les pays d'obédience communiste. Après des années de désintérêt pour la région, mais dans le but aussi d'éviter tout conflit ouvert avec l'URSS, les décideurs occidentaux souhaitaient intensifier les rapports avec ces pays pour les inciter à une politique intérieure plus libérale et à établir des relations plus indépendantes de Moscou. Les éléments essentiels de la politique du relâchement suivie jusqu'à la fin des années

1. Archives du ministère des Affaires étrangères français (AMAE, Paris), Service des Pactes, carton 210, n° 50.397 (le 24 octobre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

2. Alberico Casardi, secrétaire général adjoint pour les affaires politiques de l'OTAN en 1956-1958, puis secrétaire général délégué en 1958-1962.

3. ASIO, C/M (56)122 (le 27 octobre 1956).



quatre-vingt étaient déjà en place<sup>1</sup>. Mais au moment où les gouvernements de l'OTAN s'efforçaient d'élaborer en détail ce programme, l'insurrection hongroise débuta. Il faudra savoir comment, et dans quelle mesure, la crise de l'Europe centrale d'automne 1956 a interféré avec ce travail. Alors que les services de l'OTAN étaient, dans l'ensemble, très bien informés sur le dégel dans le bloc soviétique, ils n'avaient aucun plan pour l'Europe orientale.

## LE TEMPS DES COMBATS EN HONGRIE

### L'AFFAIRE HONGROISE DEVANT LE CONSEIL DE L'OTAN

Après la réunion du Conseil de l'OTAN du 24 octobre 1956, au cours de laquelle les nouvelles de Budapest n'ont pas été traitées, les représentants permanents des pays atlantiques se sont rencontrés le 27 octobre en séance privée. À cette occasion, le délégué britannique confirme l'intention des trois gouvernements français, anglais et américain de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU à propos de l'affaire hongroise. L'ambassadeur norvégien suggère que d'autres pays s'associent à cette démarche urgente à cause de l'intervention de l'Espagne du général Franco aux Nations unies<sup>2</sup>. Le représentant français, Alexandre Parodi le soutient. Les gouvernements qui souhaite-

1. Cs. Békés, *Az 1956-os forradalom, op. cit.*, p. 77.

2. Le Conseil des ministres espagnol s'est réuni le 26 octobre 1956 sous la présidence de Franco et a chargé le représentant d'Espagne à l'ONU d'élever, au nom de son pays, une protestation « contre l'action sanglante des troupes soviétiques dans les conflits internes de Hongrie et de Pologne et de demander à l'organisme international son intervention » (Télégramme de Guy Le Roy de la Tournelle, ambassadeur de France en Espagne, le 27 octobre 1956, n° 834 à 836, publié par *Documents diplomatiques français* 1956. Tome III [les 24 octobre-31 décembre], Ministère des Affaires étrangères, Paris, 1990. pp. 57-58).

raient se joindre à cette initiative inviteraient leurs représentants à New York à prendre contact sur place avec les ambassadeurs des trois pays. Les délégués italien et ouest-allemand ajoutèrent alors que leurs gouvernements pensaient qu'il y aurait intérêt à ce que le Conseil de l'UEO se saisisse d'une affaire avant tout européenne. Mais George W. Perkins, représentant américain, émit aussitôt quelques réserves. Il y aurait inconvénient, selon lui, à placer sur une base étroitement régionale une question qui touche aux rapports Est-Ouest. Les représentants de la Grèce et de l'Italie suggèrent qu'un communiqué fasse savoir que l'OTAN s'était saisie de la question. L'ambassadeur français s'éleva alors contre cette proposition, en arguant qu'un tel communiqué risquerait d'être utilisé par les Soviétiques pour tenter de légitimer leur intervention. Les délégués britannique et américain se prononcèrent également en ce sens : le Conseil se rallia en conséquence à leurs vues<sup>1</sup>.

Au Conseil atlantique du 30 octobre 1956, les développements de la situation de Hongrie ont également été longuement examinés. Le représentant turc estima que la lutte en Hongrie avait atteint de telles proportions qu'elle ne constituait plus une révolte contre les Soviétiques, mais contre le régime communiste lui-même. Dans ces conditions, l'OTAN devrait soutenir au maximum les pays satellites. Selon son gouvernement, il fallait remettre une note de protestation au gouvernement soviétique. Les autres ambassadeurs ont cependant souligné que le souci du gouvernement turc était dépassé, car le Conseil de sécurité s'était déjà saisi de la question et avait prononcé en quelque sorte la condamnation de l'action soviétique<sup>2</sup>.

1. AMAE, Nations unies et Organisations internationales, carton 242, n° 50.408 (le 27 octobre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de France au Conseil de l'OTAN.

2. Archives du ministère des Affaires étrangères belge (AMAEB, Bruxelles) : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 86 (le 31 octobre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

## L'OTAN ET LA SUITE DE LA RÉVOLTE HONGROISE

Les participants de la réunion du 2 novembre avaient déjà connaissance des décisions du gouvernement d'Imre Nagy relatives à la sortie du pacte de Varsovie et à la proclamation de la neutralité hongroise. Au début, Sir Christopher Steel, représentant du Royaume-Uni à l'OTAN avait fait part d'informations provenant de l'ambassade britannique à Moscou sur la déclaration gouvernementale soviétique du 30 octobre. Il en tirait la conclusion très bizarre selon laquelle les Soviétiques ne voulaient pas intervenir à des fins internes dans la révolution hongroise. Il estimait que « les choses ont été trop loin pour être inversées ». Selon lui, Moscou considérait que les régimes satellites étaient en réalité très fragiles, et que l'URSS n'avait pas de moyens de les renforcer ; devant le danger d'infection en Pologne et en Allemagne de l'Est, on pouvait s'attendre à une proposition de réunification par élections libres à la République fédérale, moyennant l'abandon de l'OTAN et la neutralité. L'ambassadeur britannique pensait que les nouvelles troupes envoyées en Hongrie n'avaient d'autre but qu'assurer à l'Union soviétique une position de marchandage favorable avec le gouvernement Nagy<sup>1</sup>. On sait aujourd'hui que la direction soviétique avait déjà décidé, à ce moment-là, de réprimer la révolte. Pour autant, cette session du Conseil de l'Atlantique Nord inaugura une politique de coordination plus étroite. Le délégué néerlandais, Eelco N. Van Kleffens, proposa de profiter du débat aux Nations unies sur la situation en Hongrie pour manifester une totale unité d'action entre les membres de l'Alliance atlantique. Selon lui, des consultations entre représentants des pays de l'OTAN sur place, à New York, devraient avoir lieu à cet effet<sup>2</sup>. Compte

tenu des tensions entre les États-Unis et leurs alliés britannique et français à propos de Suez, les participants de la réunion approuvèrent l'initiative néerlandaise. L'élaboration d'une politique commune à l'ONU figurait désormais à l'ordre du jour du Conseil de l'OTAN. À l'unanimité également, on approuva la proposition ouest-allemande de coordonner la politique d'aide humanitaire<sup>1</sup>.

Le lendemain, le 3 novembre, le Conseil de l'OTAN se réunit de nouveau afin d'examiner l'affaire hongroise. Que devait faire l'Alliance si le gouvernement d'Imre Nagy s'adressait au monde occidental pour s'assurer d'une assistance militaire ? Les délégués français et américain répondirent à cette question par des renseignements suggérant la possibilité d'un dénouement paisible. George W. Perkins se référa aux informations de Charles E. Bohlen, ambassadeur des États-Unis à Moscou, selon lequel il était possible que l'on se dirigeât vers la création d'une commission mixte, qui étudierait les points mis en avant par Nagy. De son côté, Alexandre Parodi, représentant de la France, fit part des impressions de l'attaché militaire français à Moscou, pour qui il ne fallait pas s'attendre à un nouveau renversement de situation. Selon lui, les renforts soviétiques seraient plutôt à mettre sur le compte des précautions à prendre en cas de massacres de Soviétiques ou de communistes<sup>2</sup>.

On traita également, cette fois-ci, la stratégie globale des membres de l'OTAN. Adolfo Alessandrini, ambassadeur italien, insista pour que les gouvernements respectifs hâtent à l'ONU la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation en Hongrie. Il pensait apparemment que c'était la seule façon de répondre à l'action soviétique, puisque l'on ne pouvait pas recourir

1. AMAEB, 12787/1456, « Hongrie » dossier général, courrier NATO n° 89 (le 2 novembre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'OTAN.

2. AMAE, Services des Pactes, carton 210, n° 50.420 (le 2 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

1. AMAEB, 12787/1456, « Hongrie » dossier général, courrier NATO n° 89 (le 2 novembre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

2. AMAEB, 12787/1456, « Hongrie » dossier général, courrier NATO n° 90 (le 3 novembre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

à une guerre générale. Jens Boyesen, délégué norvégien, espérait que si une attaque soviétique survenait, l'Assemblée générale des Nations unies pourrait condamner avec une unanimité presque complète l'intervention des Soviétiques et exercer sur ces derniers une pression politique et morale déterminée. Wilgress L. Dana, représentant du Canada, croyait normal de faire un parallèle entre le cas hongrois et l'intervention franco-britannique à Suez. Selon lui, si « l'Assemblée condamne une attaque soviétique, la force morale et politique de son action sera à la mesure de l'accueil que la France et le Royaume-Uni auront réservé à la résolution qui les concernait ». En revanche, A. Parodi exposa le point de vue de son gouvernement, soulignant que l'on ne pouvait pas faire d'analogie entre les Français et les Britanniques d'une part et les Soviétiques d'autre part, ni entre les insurgés hongrois et Nasser. Et il fit connaître l'opinion publique française en ajoutant que « les procédures des Nations unies jouaient toujours contre ceux qui respectaient la morale internationale<sup>1</sup> ». Conséquence : on ne pouvait pas esquisser une résolution acceptable pour tous ce 3 novembre, une fois de plus.

La nouvelle de la seconde invasion soviétique du 4 novembre en Hongrie parvint au moment où les informations de la guerre de Suez saturaient déjà les chancelleries et les salles de rédaction. En conséquence, les événements de Hongrie et du Moyen-Orient furent traités simultanément à l'OTAN comme à l'ONU. Le 4 novembre, Adolfo Alessandrini, représentant italien au Conseil atlantique, souligne que l'URSS essaie de tirer profit de la crise en Égypte et de la diversion de l'Occident pour rétablir son emprise en Hongrie. Le gouvernement italien jugea donc encore plus nécessaire que les pays de l'OTAN restent unis, fermes et vigilants, et qu'ils élaborent une conduite commune. Rome estimait alors que le forum le plus favorable pour établir une telle politique était le Conseil de l'OTAN. Le secrétaire

1. *Ibid.*

général, Lord Hastings Lionel Ismay, insistait également sur la nécessité de reformer l'unité de l'Alliance. Dans le cas contraire, il redoutait un vide politique dont les Soviétiques ne manqueraient pas de profiter. Répondant à une remarque turque qui regrettait que l'OTAN n'ait pas choisi à l'égard de la Hongrie une action commune plus énergique comportant l'envoi de notes à l'URSS, Lord Hastings Lionel Ismay déclara sans ambiguïté : « L'OTAN étant exclusivement défensive, une action en Hongrie n'entre pas dans nos plans. » Cette phrase exprime clairement l'attitude générale des décideurs occidentaux. Alexandre Parodi ajouta, en se référant aux conclusions du Quai d'Orsay sur les causes de l'intervention soviétique, qu'une telle action de l'OTAN aurait pu hâter le processus et que l'attaque soviétique semblait avoir été déterminée surtout par le fait que le mouvement révolutionnaire hongrois avait pris un caractère anti-communiste<sup>1</sup>.

## L'OTAN ET LES COROLLAIRES DE LA CRISE HONGROISE

### VERS LA FORMATION D'UN PROGRAMME D'ACTION

Bien que le Conseil de l'OTAN ait tenu plusieurs séances durant la révolution hongroise, et que les représentants consacèrent la majeure partie de leur temps à ce problème, ils ne purent pas adopter une ligne de conduite commune. Il ne s'agissait que d'échanges et d'interprétations des informations. Néanmoins, au cours des deux semaines qui ont suivi la répression de la révolte hongroise, un programme d'action fut mis en œuvre.

1. AMAEB, 12787/1456, « Hongrie » dossier général, courrier NATO n° 91 (le 5 novembre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

Le 5 novembre et les jours suivants, le Conseil atlantique débattit avec intensité des conséquences possibles des crises de Suez et de Hongrie. Le 5 novembre, le représentant américain exposa l'avis selon lequel « en certaines circonstances, la Russie pouvait être entraînée à tenir compte de l'opinion mondiale. Il importait donc que tous les gouvernements adressent à Moscou des protestations motivées et énergiques et facilitent, dans leurs pays respectifs, l'expression de l'indignation générale<sup>1</sup> ». Cette idée paraissait d'autant plus pertinente que l'opinion publique occidentale fut vraiment consternée par l'agression soviétique. Les fameuses lettres du maréchal Nikolaï Boulganine, envoyées le 5 novembre aux gouvernements britannique, français et israélien, avec la menace des fusées atomiques, troublèrent d'autant plus la tranquillité au Conseil. Le 6 novembre, les ambassadeurs prirent déjà quelques décisions très concrètes. Ils estimaient que le maintien d'une coopération étroite entre les représentants alliés à l'ONU était essentiel. Il importait de maintenir une pression constante sur l'Union soviétique en multipliant, sous des formes différentes (envoi d'observateurs, stationnement de forces internationales, missions humanitaires), les projets de résolution qui permettraient de dénoncer l'action soviétique en Hongrie. Diverses propositions relatives au boycott contre Moscou furent envisagées. On décida l'abstention aux fêtes du 7 novembre (anniversaire de la révolution d'Octobre). L'ambassadeur de l'Italie évoqua la rupture diplomatique, hypothèse à propos de laquelle le représentant américain émit aussitôt une réserve expresse. Le délégué allemand Herbert Adolph Blankenhorn mentionna la possibilité de rappeler « en consultation » les chefs des missions diplomatiques occidentales à Moscou<sup>2</sup>.

1. AMAE, Service des Pactes, carton 210, n° 50.430 (le 6 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

2. AMAE, Service des Pactes, carton 210, n° 50.440 (le 7 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

Le 8 novembre 1956, les représentants permanents des pays de l'OTAN négociaient déjà les modalités du boycott diplomatique contre le gouvernement de János Kádár, arrivé au pouvoir grâce aux baïonnettes soviétiques. Selon l'opinion italienne, à laquelle se rallia l'ambassadeur belge, les puissances occidentales ne devaient à aucun prix reconnaître le nouveau cabinet hongrois. Les représentants des États membres estimèrent tout de même qu'il n'y avait pas d'urgence absolue à prendre une décision immédiate, la présence des légations des pays de l'OTAN à Budapest n'impliquant pas la reconnaissance, du moins dans un premier temps. Plusieurs délégations signalèrent l'intérêt pour les démocraties occidentales et même pour la population hongroise de maintenir les missions diplomatiques en Hongrie. L'arrivée à New York, attendue pour le 12 novembre, d'une nouvelle délégation hongroise représentant le gouvernement Kádár à l'ONU posait en revanche un problème urgent. Quelle position devraient prendre les pays appartenant à l'OTAN quand cette délégation soumettrait ses pouvoirs au Comité des lettres de créance ? Le Belge André de Staercke fut catégorique sur ce point : « Nous ne pouvons pas accepter de siéger aux côtés des représentants du nouveau régime. » Les ambassadeurs américain et britannique furent plus souples. Enfin, on ajourna également la décision concernant cette question<sup>1</sup>.

Après une dizaine de jours, Lord Ismay, secrétaire général de l'OTAN, résuma, devant le Conseil atlantique, les résultats des négociations sur l'affaire de Hongrie. Il rappela qu'il y avait un sentiment général au sein du Conseil en faveur d'une coordination à l'ONU de la pression à exercer sur l'Union soviétique pour qu'elle modifie son attitude, en faveur également d'une assistance aux réfugiés hongrois et de la fourniture de secours humanitaire à la population hongroise. Ensuite, le Conseil demanda aux gouvernements alliés de s'abstenir de toutes relations sociales, culturelles ou sportives avec les

1. AMAE, Service des Pactes, carton 210, n° 50.444 (le 9 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre Parodi, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.



Soviétiques. G. W. Perkins déclara que, du côté américain, il avait été décidé de supprimer la participation à la Foire commerciale soviétique de 1957 et, d'autre part, de suspendre tous les échanges culturels et techniques bilatéraux avec les Soviétiques<sup>1</sup>. Après des semaines fiévreuses de collecte et d'interprétation des informations, un programme d'action s'est profilé progressivement. Les experts de l'OTAN pouvaient amorcer une analyse plus approfondie des événements révolutionnaires hongrois. On distingue trois étapes dans ce travail : a) les conclusions préliminaires ; b) les discussions lors du Conseil ministériel en décembre 1956 ; et enfin c) la révision de la politique de l'Alliance atlantique envers les pays d'Europe orientale.

## LES PREMIÈRES CONCLUSIONS MILITAIRES ET POLITIQUES

Dès le 31 octobre 1956, le Conseil de l'Atlantique Nord recevait des rapports sur les dimensions militaires de la crise en Europe de l'Est et notamment celles de la révolution hongroise. Le Groupe permanent de l'OTAN, bureau exécutif du Comité militaire, en prépara les premières évaluations, qui parvinrent aux ambassadeurs le 15 novembre. Ces rapports avaient pour but principal de mettre en évidence les conséquences, pour l'OTAN, des troubles en Pologne et en Hongrie. On souhaitait surtout éclaircir comment ces événements influençaient la capacité militaire de l'Union soviétique. Dans le rapport du 5 novembre 1956, le Groupe permanent considéra que ces mouvements se traduisaient pour le proche avenir par un affaiblissement de la puissance du bloc soviétique, ce qui en conséquence réduirait les capacités soviétiques d'attaque de l'Europe de l'Ouest, au moins temporairement. En effet, on supposait que l'attention des dirigeants de Moscou était prise par les difficultés apparues dans

leur camp, qu'ils devaient employer une partie d'unités militaires pour des missions de sécurité, et que les armées polonaise et hongroise étaient des partenaires moins sûrs qu'elles ne l'avaient été avant la crise. Pour le Groupe permanent, l'affaiblissement supposé des lignes de communication avec les troupes soviétiques stationnant en Allemagne de l'Est entravait également la capacité offensive de l'URSS. On estimait qu'il y avait un danger potentiel au cas où les troubles, en suscitant de grands échos dans tout le bloc de l'Est, soumettraient les leaders soviétiques à une pression extrême, les amenant à mal calculer les risques et/ou à juger nécessaire de créer des diversions extérieures<sup>1</sup>.

Le rapport du Groupe permanent du 8 novembre donne plus de détails sur les risques courus par l'Occident. On craignait des erreurs d'appréciation de la part de Moscou en ce qui concerne les réactions occidentales face aux agissements soviétiques à l'égard des pays satellites ou à une menace concernant des pays neutres. Les experts de l'Alliance atlantique cherchaient à prendre en compte le regain de l'agressivité soviétique non seulement dans le cadre de la politique menée en Europe orientale, mais aussi en relation avec les problèmes du Moyen-Orient. Selon l'évaluation du Groupe en question, les Soviétiques continuaient d'offrir un appui à l'Égypte et étaient disposés à y intervenir avec des forces militaires, ce qui causait une grande inquiétude<sup>2</sup>.

1. ASIO, STAND 1717 (le 5 novembre 1956), *Rapport du Groupe permanent, Évaluation militaire préliminaire des événements de Pologne et de Hongrie* (dans l'envoi du capitaine R. D. Coleridge, secrétaire du Conseil de l'Atlantique Nord aux représentants permanents ; *Évaluation par le Groupe permanent des conséquences des récents événements internationaux pour l'OTAN*, RDC/491/56, le 15 novembre 1956).

2. ASIO, STAND 1727 (le 8 novembre 1956). *Rapport du Groupe permanent, Nouveaux commentaires du Groupe permanent sur les événements internationaux ayant des conséquences militaires intéressant l'OTAN* (dans l'envoi du capitaine R. D. Coleridge, secrétaire du Conseil de l'Atlantique Nord aux représentants permanents ; *Évaluation par le Groupe permanent des conséquences des récents événements internationaux pour l'OTAN*, RDC/491/56, le 15 novembre 1956).

1. AMAEB, 12787/1456, « Hongrie » dossier général, courrier NATO n° 97 (le 19 novembre 1956). Télégramme d'André de Staercke, représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'OTAN.

Le 28 novembre le Conseil de l'OTAN et le Groupe permanent tinrent une réunion commune au cours de laquelle le général Léon W. Johnson, président du Groupe permanent, fit un exposé d'information sur la base des renseignements et des rapports des services secrets sur les leçons militaires de la crise hongroise. Selon son estimation, l'écrasement brutal de la révolution hongroise prouve que les objectifs fondamentaux des Soviétiques n'avaient pas été modifiés depuis la mort de Staline : « Nous sommes en présence d'une Union soviétique tout aussi impitoyable et agressive, et plus encline à commettre des erreurs de calcul. C'est là que réside le danger le plus grave pour nous. Le potentiel soviétique continue de s'accroître, et le risque de guerre découlant d'une erreur de calcul a augmenté<sup>1</sup>. »

Les experts du Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique arrivèrent à des résultats similaires dans leur projet de rapport à la mi-novembre. Ils voyaient s'avérer leur appréciation citée ci-dessus à propos des événements de Hongrie et au Moyen-Orient. Les dirigeants soviétiques, selon cette analyse, poursuivaient leurs efforts pour affaiblir et finalement détruire le « monde capitaliste », et pour assurer leur domination mondiale. On estimait que malgré les répercussions des événements de Hongrie, le régime de l'URSS demeurerait suffisamment stable pour continuer le développement de sa puissance économique et militaire. La réponse soviétique donnée à l'insurrection hongroise signifiait, à leur avis, qu'il y avait des limites que la direction soviétique ne permettait pas aux pays satellites de dépasser, et qu'elle était prête à employer les mesures militaires les plus brutales pour maintenir son emprise sur le bloc. Cela impliquait, d'après des experts de l'OTAN, le danger d'une guerre conventionnelle initiée par les Soviétiques. Méditant sur le risque d'explosion d'une guerre nucléaire, les rédacteurs du rapport croyaient savoir que les cercles dirigeants soviétiques compre-

naient et redoutaient les conséquences d'un tel conflit, et qu'ils s'abstiendraient de commencer une guerre atomique. En revanche, le risque aurait été particulièrement grand si ce qu'ils estimaient être leurs positions essentielles en Europe centrale leur semblait en danger. Tout comme le rapport du Groupe permanent, ce document souligne le risque résultant d'une erreur de calcul de la part des Soviétiques. Par exemple, se méprenant sur les intentions occidentales, ils pouvaient se convaincre que l'Union soviétique était sur le point d'être attaquée. L'obsession d'encerclement des Soviétiques aurait pu contribuer à une telle crise<sup>1</sup>.

Après le travail préparatoire des experts politiques et militaires, les répercussions de la révolte hongroise d'octobre-novembre 1956 furent discutées au niveau le plus élevé de l'Alliance atlantique.

#### LA SESSION MINISTÉRIELLE DE DÉCEMBRE 1956

L'un des sujets principaux du Conseil atlantique ministériel des 11-14 décembre 1956 à Paris fut la crise d'Europe de l'Est et ses conséquences sur l'OTAN. On considérait comme un objectif important que l'Alliance établisse sa nouvelle conception à propos des pays satellites, sur la base du travail de préparation en cours depuis plusieurs mois et des expériences des événements récents d'Europe orientale. Le point de départ fut le constat de la prétention des Soviétiques à assurer le maintien du système communiste dans les pays satellites, même au prix de l'emploi de la force militaire, et de leur refus de toute sécession dans le bloc soviétique. Dans ce contexte, Selwyn Lloyd, ministre des Affaires étrangères britannique, attira l'attention de ses collègues sur la responsabilité de l'Ouest. « Si des soulèvements analogues se produisaient ailleurs, a-t-il dit, de fortes pressions s'exerceraient sur les puissances occidentales pour qu'elles interviennent

1. ASIO, Annexe B au C/R (56)61 (le 1<sup>er</sup> décembre 1956). Annexe B au procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique et du Groupe permanent tenue au palais de Chaillot, Paris, le 28 novembre 1956.

1. ASIO, AC/34 (56) WP/12 (le 15 novembre 1956).

militairement<sup>1</sup>. » Lors de leur visite à Londres en avril 1956, les dirigeants soviétiques avaient déclaré sans équivoque que toute intervention dans n'importe lequel des pays du pacte de Varsovie risquerait d'entraîner un conflit direct avec l'Union soviétique. En évoquant cet avertissement, le ministre britannique souligna qu'il fallait que les puissances occidentales évitent avec le plus grand soin d'inciter les peuples des pays d'obédience communiste à des révoltes armées contre le régime soviétique, révoltes qu'elles n'étaient pas disposées à appuyer militairement. Il estimait que la politique occidentale aurait dû encourager les pays d'Europe de l'Est à secouer progressivement le joug de l'URSS<sup>2</sup>. À cet égard, il n'y avait aucun changement par rapport à la conception de la période antérieure à la crise d'Europe orientale.

Heinrich von Brentano, ministre des Affaires étrangères de la RFA, exhorta également à la prudence. Il était d'avis que l'Alliance n'avait pas intérêt à favoriser un processus qui aboutirait à des événements dramatiques. C'est pourquoi, en ce qui concernait la Hongrie, l'Allemagne de l'Ouest avait exercé une influence modératrice sur la population de la RDA pour éviter que ne se produise une catastrophe semblable à celle que connaissait le pays danubien<sup>3</sup>. L'opinion générale qui se dessina à la session ministérielle était que l'OTAN ne pouvait attendre de résultats positifs de l'aggravation des rapports avec les Soviétiques (résultats positifs qu'il fallait plutôt rechercher par l'intensification des relations éco-

1. Durant la révolution hongroise, des insurgés se rendirent plusieurs fois à la légation britannique de Budapest pour demander des armes, des munitions et d'autres aides. Cf. Csaba Békés, « A brit kormány és az 1956-os forradalom » (« Le gouvernement britannique et la révolution de 1956 ») in *Évkönyv I. 1992 (Almanach I. 1992)*, Institut de 1956, Budapest, 1992, p. 25.

2. ASIO, C/R (56)69 (partie II) (le 11 décembre 1956). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au palais de Chaillot, Paris, le 11 décembre 1956, à 11 heures.

3. ASIO, C/R (56)73 (le 13 décembre 1956). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au palais de Chaillot, Paris, le 13 décembre 1956, à 10 heures 30 minutes.

nomiques, politiques et culturelles). Néanmoins, on souhaitait maintenir, pour un certain temps, la suspension des échanges introduite après l'écrasement de l'insurrection hongroise. Heinrich von Brentano attacha un grand poids à ce que l'Occident exprime sa sympathie pour la Hongrie et pose publiquement quelques principes de base touchant l'organisation future de l'Europe centrale. C'est pour cette raison que l'on inséra le passage suivant dans le texte du communiqué final de la session : « Les membres du Conseil ont suivi l'évolution des événements de Hongrie avec émotion et indignation. La répression brutale déchaînée contre l'héroïque peuple hongrois par les Soviétiques est en contradiction absolue avec leurs déclarations publiques. Le Conseil a réaffirmé la conviction de ses membres, selon laquelle les Nations unies doivent poursuivre leurs efforts avec l'aide de l'opinion publique mondiale, pour amener les Soviétiques à retirer leurs forces de Hongrie et à réparer les torts causés au peuple hongrois. Les peuples d'Europe orientale ont le droit de choisir leur propre gouvernement, sans être soumis à aucune pression extérieure, à l'emploi ou à la menace de la force, et de décider eux-mêmes de l'organisation politique et sociale qu'ils préfèrent<sup>1</sup>. » Cette prise de position fut la première déclaration publique de l'OTAN, en tant qu'organisation, concernant les événements hongrois depuis le début de la crise de l'Europe de l'Est en automne 1956.

L'intervention militaire soviétique contre la révolution hongroise entraîna, outre la révision de la politique de l'OTAN envers l'Europe de l'Est, une autre décision importante au cours de cette session ministérielle : pour assurer le rôle défensif de l'Alliance atlantique, il fallait y accroître l'unité et la solidarité, ainsi qu'augmenter sa force militaire. L'exposé du général Léon W. Johnson sur les aspects militaires de la crise hongroise soulignait déjà ce constat. En examinant

1. OTAN. *Textes des communiqués finals des sessions ministérielles du Conseil de l'Atlantique Nord, du Comité des plans de défense et du Groupe des plans nucléaires, 1949-1974*, Service de l'information de l'OTAN, Bruxelles, p. 106.

l'ensemble du potentiel militaire du bloc soviétique, les experts du Groupe permanent estimaient que (contrairement aux interprétations antérieures) l'OTAN ne disposait pas de données prouvant l'amoindrissement des forces militaires des Soviétiques sous l'effet des événements en Pologne et en Hongrie. Ils tenaient toutefois pour probable que les Soviétiques pourraient dorénavant moins aisément accorder leur confiance aux armées des pays satellites, ce qui entraînerait une certaine baisse de la capacité militaire de Moscou. En effet, il se pouvait que certaines unités soviétiques soient employées pour assurer la protection des lignes de communication. Mais selon les analystes, la taille gigantesque des forces soviétiques, la grande proportion des divisions blindées et motorisées dans les pays satellites – ainsi qu'une capacité d'action prouvée par l'intervention massive et rapide contre la Hongrie – permettaient à l'URSS de réagir immédiatement aux troubles apparaissant dans sa zone d'influence. Eu égard aux événements de l'année 1956, ils trouvèrent que le potentiel militaire du bloc soviétique s'était accru par rapport à l'année précédente, d'où la conclusion que l'augmentation de l'aptitude au combat des troupes de l'OTAN était nécessaire<sup>1</sup>.

La réappréciation de la politique de l'Alliance envers l'Europe de l'Est et l'examen des relations avec les pays de la région, y compris avec la Hongrie de János Kádár, continuèrent après la session ministérielle dans les instances compétentes de l'OTAN. Toutefois, les enseignements les plus importants des crises polonaise et hongroise étaient déjà tirés. Donc la troisième étape de la réaction du bloc occidental put commencer : la révision de la doctrine politique et militaire de l'OTAN à l'égard des pays satellites de l'URSS.

1. ASIO, C/VR (56)74 (le 13 décembre 1956). Compte rendu de la réunion du Conseil atlantique tenue au palais de Chaillot, Paris, le 13 décembre 1956, à 15 heures 30 minutes.

## LA RÉVISION DE LA DOCTRINE POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'OTAN

La réflexion sur les questions théoriques s'était poursuivie parallèlement à la résolution des problèmes pratiques découlant de l'étouffement de la révolution hongroise. Au cours des premiers mois de 1957, dans ce dernier domaine, les organes politiques de l'Alliance atlantique concentrèrent leur attention sur trois questions : on s'y occupait régulièrement de la cause d'environ deux cent mille réfugiés hongrois, de l'aide apportée par les pays de l'OTAN à la population hongroise, et, enfin, de la tactique à employer face au gouvernement de János Kádár. Tandis que le problème des réfugiés fut résolu d'une manière satisfaisante, l'aide destinée à la Hongrie souleva un dilemme sérieux : comment pouvait-on alléger la situation de la population frappée par les combats, les mouvements de grève faisant long feu et la pénurie d'énergie et de produits de première nécessité, et ne pas contribuer en même temps au relèvement de l'économie hongroise et par là au renforcement du régime de Kádár<sup>1</sup> ? Il fut finalement décidé de limiter l'aide à une assistance strictement humanitaire.

Concernant les relations avec le régime de János Kádár, qui consolidait progressivement son pouvoir d'une part avec l'intensification de la terreur et d'autre part avec des mesures tendant à élever le niveau de vie, les experts de l'OTAN ont constaté finalement que le boycott diplomatique ne pouvait être maintenu dans sa forme initiale. En effet, diverses circonstances pouvaient obliger plus tard les pays de l'OTAN à prendre publiquement position à l'égard du régime, sans toutefois que la question de sa reconnaissance ne se trouve nécessairement posée. Le gouvernement hongrois, par exemple, pourrait demander l'agrément d'un nouveau chef de mission dans l'un des pays de l'OTAN ; ou il pourrait vouloir négocier ou signer

1. ASIO, C/M (57)21 (le 1<sup>er</sup> février 1957). Rapport intérimaire du Comité politique, *Aide à la Hongrie*.



tel accord avec un pays de l'OTAN, etc.<sup>1</sup>. Mais au-delà de cette préoccupation, il fallut bien envisager sur le plan théorique les évolutions possibles des pays satellites, et fonder les hypothèses émises sur une réflexion plus générale. C'est ce que firent les analystes de l'Alliance atlantique en esquissant, dans leur rapport du 13 février 1957, trois possibilités selon les circonstances : la persistance des conditions du moment, l'effondrement du régime de Kádár ou la reprise des combats<sup>2</sup>. En effet, selon une note préparée par la sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français destinée au Service des Pactes, section chargée des affaires atlantiques : « La police, chaque jour renforcée, a réussi à empêcher toute action de résistance ouverte et donne au gouvernement Kádár le moyen de raffermir son autorité. Mais la résistance profonde du peuple hongrois ne saurait être considérée comme définitivement réduite : des rumeurs courent sur un nouveau soulèvement pour le printemps<sup>3</sup>... » En se référant aux informations de la légation d'Israël à Budapest, Jean-Paul Boncour, ambassadeur de France en Hongrie, télégraphia à Paris à propos d'un plan concocté par les autorités hongroises pour provoquer des troubles dans la rue à l'occasion de la fête nationale du 15 Mars, afin de se donner l'occasion d'une répression décisive<sup>4</sup>. Mais la réflexion de l'OTAN dépassait le cadre national hongrois.

1. ASIO, C/M (57)39 (le 8 mars 1957). Rapport du Comité politique, *Relations avec le gouvernement Kádár*.

2. ASIO, AC/119 WP/7 (le 13 février 1957). Document de travail du Comité politique, *Établissement d'un ou de plusieurs documents sur les satellites pour la prochaine session ministérielle*.

3. AMAE, Service des Pactes, carton 210 (le 22 février 1957). Note de la sous-direction d'Europe orientale, Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale.

4. AMAE, Europe 1944-1960, « Hongrie » dossier 89, n°s 364 à 367 (le 6 mars 1957). Télégramme de Jean-Paul Boncour, ministre de France en Hongrie. Le 15 Mars est la fête commémorative du commencement de la révolution hongroise de 1848.

Ainsi les experts de l'OTAN n'excluaient pas la possibilité de révoltes armées ailleurs en Europe orientale. Tirant les leçons de la crise de l'automne 1956, où l'Alliance avait été condamnée à la passivité en l'absence d'un plan adéquat, ils tentèrent d'élaborer des solutions alternatives selon quelques scénarios. C'est pourquoi le Comité politique prescrivit, en février 1957, l'étude de l'éventualité d'événements révolutionnaires dans les pays communistes. On pensait surtout à la Pologne, et à l'Allemagne de l'Est. On estimait qu'il y avait des risques pour les puissances occidentales d'être entraînées dans des conflits de cette nature et que c'était dans ces pays que le danger de déclenchement d'une guerre générale était le plus grand<sup>1</sup>.

« Il est fort probable que les Hongrois seront assez prudents pour éviter une nouvelle effusion de sang importante », peut-on lire dans un rapport établi à la mi-avril 1957. Les analystes estimaient que les Soviétiques, au moyen de leurs seules forces alors stationnées en Hongrie, auraient été en mesure d'écraser tout soulèvement organisé contre eux. Dans ces conditions, à leur avis, l'Ouest n'avait qu'une seule option : le maintien au premier plan de la question hongroise devant l'opinion mondiale comme moyen de propagande, en utilisant les Nations unies et d'autres instances internationales. « C'est là un thème idéal pour influencer l'opinion dans les pays non engagés », avance le rapport, ce qui jette d'ailleurs davantage de lumière sur les motivations de la politique de l'Ouest menée à l'ONU<sup>2</sup>.

L'objectif à long terme de la nouvelle conception politique des pays de l'OTAN était de voir la totalité des satellites libérés de la domination soviétique et établis en tant qu'États indépendants et démocratiques. Mais à court terme, l'objectif était d'encourager discrètement la résistance

1. ASIO, AC/119 WP/7 (le 13 février 1957). Document de travail du Comité politique, *Établissement d'un ou de plusieurs documents sur les satellites pour la prochaine session ministérielle*.

2. ASIO, C/M (57)57 (le 12 avril 1957). Rapport du Comité politique, *Les satellites*.

aux gouvernements communistes imposés par Moscou et à la domination soviétique. C'est l'établissement de régimes *communistes nationaux* qui paraissait être l'instrument le plus approprié pour atteindre ce but. Donc on voulait s'abstenir d'inciter la population des pays communistes à faire usage de la force : « L'Occident ne retirerait aucun avantage en encourageant le sabotage, l'émeute ou les opérations de guérilla dans tel ou tel des pays satellites. Les grèves et manifestations pacifiques, si elles se produisaient, pourraient jouer un rôle appréciable en cristallisant l'opposition populaire aux régimes actuels dans les satellites qui sont demeurés relativement calmes (Tchécoslovaquie, Bulgarie et Roumanie). » En ce qui concerne la Hongrie, on voulait se garder d'y encourager des manifestations, fussent-elles pacifiques<sup>1</sup>.

« L'approche de l'OTAN par rapport à la révolution hongroise et à ses suites montre que l'organisation les traita comme des thèmes importants et d'actualité. Les événements polonais et hongrois se déroulèrent à une époque où la réappréciation de la politique occidentale envers l'Europe de l'Est avait à peine commencé. La crise de l'automne 1956 en Pologne et en Hongrie intensifia ce processus et influença son issue. L'expérience de la révolution hongroise et de son dénouement tragique rendit les résultats du travail de révision plus réalistes, tant en ce qui concerne l'Union soviétique et ses satellites que l'Occident. L'agressivité supposée de la politique étrangère de Nikita Khrouchtchev fut clairement prouvée par l'intervention brutale de l'Union soviétique. Il se confirma d'une façon évidente que le Kremlin était décidé à maintenir son emprise sur le bloc y compris par l'emploi des méthodes militaires les plus impitoyables, au prix de n'importe quelle perte de prestige. Il apparut aussi que l'Europe orientale n'était pas sous la domination idéologique de l'Union soviétique d'une manière aussi complète qu'on l'avait supposé auparavant, et

1. *Ibid.*

que l'antisoviétisme était vigoureux en plusieurs endroits. S'agissant des puissances occidentales, il devint patent qu'elles n'interviendraient pas, quoi qu'il arrive, dans les pays satellites de l'URSS. Comme on a pu le constater plus haut, cette attitude caractérisait déjà les pays de l'OTAN avant l'insurrection hongroise. Cette position était désormais ouvertement assumée.

Il ressort de ce qui précède que la révolution hongroise de 1956 ne modifia pas significativement la politique de l'Alliance atlantique envers l'Europe de l'Est. Les points essentiels de la conception élaborée au printemps 1957, comme le *relâchement* pacifique face aux pays satellites – c'est-à-dire l'incitation à mener une politique étrangère plus indépendante de l'Union soviétique et une politique intérieure de plus en plus libérale par des relations économiques, politiques et culturelles<sup>1</sup> avaient été esquissés avant les événements de Pologne et de Hongrie. De même que le principe selon lequel les pays occidentaux ne devaient pas encourager chez ces « nations captives » « de vaines rébellions », car ils n'étaient pas disposés à les assister militairement : en effet, une telle intervention aurait entraîné le danger d'une guerre nucléaire avec l'Union soviétique. On peut tout de même évoquer certaines inflexions de la conception de l'OTAN. Compte tenu de l'écrasement sanglant de la révolution hongroise et des mesures de terreur massives du cabinet Kádár, on souligna encore plus qu'il fallait éviter avec le plus grand soin de provoquer des révoltes armées. Ensuite, on estimait que, dans les conditions d'alors, c'était le régime du *communisme national* qui correspondait le mieux aux objectifs de l'Ouest. C'était la visée principale. Et enfin, sur les questions de défense, les plans militaires de l'Alliance atlantique furent complétés par cet autre point précisant un nouveau facteur de menace contre l'OTAN : « Une situation explosive pourrait être créée si l'URSS était amenée à prendre des mesures militaires importantes pour

1. Cs. Békés, *Az 1956-os forradalom...*, op. cit., p. 77.

remédier à une dégradation sérieuse de son emprise sur les pays satellites<sup>1</sup>. »

Les pays de l'OTAN respectèrent parfaitement les règles du jeu de la guerre froide lors des événements révolutionnaires de Hongrie. Ils prirent acte, d'une manière disciplinée, de la marge de manœuvre très restreinte qui était à leur disposition dans cette situation. En effet, les membres du Conseil de l'OTAN, surtout les représentants permanents (notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et la France), se dérobèrent face aux idées impliquant une quelconque action énergique concernant la crise hongroise. Cette prudence extraordinaire se révéla également dans le fait qu'aucun communiqué de presse annonçant que le Pacte atlantique s'occupait de cette cause ne fut publié avant la mi-décembre 1956.

1. ASIO, C/M (56) 138 (définitif) (le 13 décembre 1956). Directive du Conseil de l'Atlantique Nord aux autorités militaires de l'OTAN, approuvée par le Conseil le 13 décembre 1956, in *Documents sur la stratégie de l'OTAN, 1949-1969*, publiés sous la direction de Gregory W. Pedlow, chef du Bureau historiographique du Grand quartier général des puissances alliées en Europe, avec le concours des Archives centrales du secrétariat international de l'OTAN, p. 322.

## TÉMOIGNAGE

### Observateur privilégié

Thomas Schreiber

Cinquante ans après la révolution hongroise de 1956, qualifiée par Raymond Aron de « première révolution antitotalitaire », on assiste malheureusement à une tentative de réécriture de l'histoire. Dans certains milieux de la droite – et pas seulement en Hongrie –, on voudrait faire croire à l'opinion publique (et tout d'abord à la nouvelle génération née après les événements de 1956) qu'en fait le peuple hongrois s'est soulevé en octobre 1956 avec comme objectif principal de « mettre fin au régime communiste instauré en 1945 ». En ajoutant que l'équipe actuellement au pouvoir à Budapest (en 2006) n'est pas composée d'héritiers des communistes, oppresseurs et exploiters du peuple hongrois avec l'aide des occupants soviétiques à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La réalité est très différente, ce qui ne semble pas émouvoir un nombre, hélas, non négligeable d'« observateurs » de la situation en Hongrie. D'où une mise au point qui s'impose au moment où nous célébrons le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise.

Depuis mille ans, et à tout point de vue, la Hongrie n'a pas cessé d'être un pays fascinant par son imprévisibilité, inattendu et qui pratique les paradoxes. C'est ainsi par exemple